



Union des syndicats CGT du Groupe Caisse des dépôts

11^{ème} Congrès
Montreuil
24 au 26 novembre 2021

document d'orientation



Renforçons l'Union dans les luttes solidaires
Pour développer l'utilité publique et sociale du groupe
Caisse des dépôts

document d'orientation

Préambule

Créée sous cette forme à notre congrès de la Turballe en 2005 pour accueillir dans un cadre d'union syndicale, l'ensemble des syndicats et sections des différentes composantes du groupe Caisse des dépôts, dans la diversité de leur champ professionnel, l'Union des syndicats CGT du groupe Caisse des dépôts n'est pas affiliée par hasard à la CGT à l'instar de toutes ses composantes.

Nous en partageons les valeurs et les orientations fondamentales, et si nous le réaffirmons déjà lors de notre dernier congrès de Lyon en 2017, force est de constater que les années qui viennent de s'écouler, marquées évidemment par les conséquences de la crise sanitaire mondiale depuis 2 ans, ne font que rappeler l'urgente nécessité de défendre ces valeurs :

- Celles de la lutte contre l'exploitation internationale des travailleurs et contre la mise au pas des peuples par un système d'accumulation du capital de plus en plus inégalitaire, globalisé et financiarisé, qui s'affranchit des droits fondamentaux des individus pour mieux servir les intérêts de quelques-uns.
- Celles de l'objectif d'une transformation de l'ordre social visant la conquête de droits sociaux universels au service de l'émancipation de tous les êtres humains (quels que soient leur lieu de naissance, leurs convictions, leur couleur de peau, leur langue et la culture...) et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- Celles attachées à la défense et au développement des services publics porteurs des valeurs d'égalité et de fraternité solidaire à l'échelle globale du monde, du continent et des Etats comme à celle des territoires locaux (accès pour tous à la santé, à l'éducation, au travail, au logement, au transport, à la culture ...).
- Celles tirées du constat de la lutte des classes et de l'opposition croissante et sans cesse renouvelée entre les intérêts d'un petit nombre de possédants et ceux de la cohorte immense des exploités, qu'ils soient travailleurs actifs ou privés d'emplois, travailleurs immigrés avec ou sans papiers, jeunes étudiants, sans emplois ou précaires, ubérisés et surexploités, vieux travailleurs salariés sans pension décente, femmes discriminées, exploitées et parfois agressées, enfants sans droits à l'éducation et forcés au travail ...

45 - Enfin celles de la recherche d'un développement humain
46 durable fondé sur une gestion équilibrée et solidaire des
47 ressources de la planète qui ne sont pas inépuisables et
48 doivent former un bien commun universel : qu'il s'agisse de
49 l'eau, de la terre et des sous-sols, de la mer et de l'air,
50 de la biodiversité végétale et animale.

51

52 La crise pandémique comme la crise climatique n'ont fait hélas
53 que creuser davantage le fossé des inégalités, frappant par leurs
54 effets d'abord les populations les plus défavorisées ; les
55 classes dominantes cherchant avant toute chose avec l'appui des
56 gouvernants à assurer la continuité de leurs privilèges et du
57 système d'exploitation capitaliste qui les nourrit.

58 Pour s'en convaincre, il suffit de considérer qu'alors que les
59 nations les plus riches de la planète déploient l'accès et
60 l'obligation de la troisième dose vaccinale contre la COVID,
61 seuls 3,07 % des habitants des pays à faible revenu ont reçu au
62 moins une dose de vaccin (0,09 % au Congo !). Selon le programme
63 des nations unies pour le développement (PNUD), 8 personnes sur
64 10 poussées directement dans la pauvreté par la pandémie
65 vivraient dans les pays les plus pauvres du monde en 2030 !

66 Quant aux effets du réchauffement climatique, si ils affectent
67 85 % de la population mondiale, force est de constater qu'ils
68 touchent plus gravement et plus directement les populations des
69 pays les moins producteurs de GES : ainsi selon le GIEC, 250
70 millions de personnes vivant en Afrique n'ont pas accès à un
71 approvisionnement adéquat en eau et seront confrontés à des
72 pénuries alimentaires avec une baisse de la productivité
73 agricole de 50 % ; En Asie , 130 millions de personnes sont
74 également victimes de pénurie alimentaire du fait du
75 réchauffement. Toutes les études convergent pour estimer
76 qu'avant 2050, 250 millions de personnes pourraient être obligés
77 de migrer du seul fait de la crise climatique et de ses effets.

78 Mais à l'échelle du pays aussi, crise sanitaire et crise
79 climatique frappent différemment les ménages en fonction de leur
80 revenu, de leur situation sociale, et de leur niveau de
81 précarité ; les services publics, affaiblis par des années de
82 disettes budgétaires et de marchandisation, ne sont plus en
83 mesure d'assurer leurs missions fondamentales comme a pu
84 l'illustrer la crise catastrophique à laquelle l'hôpital public
85 est confronté.

86 Cette situation de plus en plus insupportable attise les
87 divisions entre les peuples et les individus, conduisant au
88 développement de comportements voire de politiques racistes et

89 xénophobes, au recul de la conscience de classe et à la
90 résurgence électorale dans les pays occidentaux et
91 particulièrement en France, de courants fascistes, dont les
92 candidats pourraient attirer selon les sondages actuels plus de
93 35 % des électeurs !

94 Ce tableau inquiétant donne aussi l'ampleur des enjeux auxquels
95 sont confrontées les organisations syndicales de travailleurs et
96 les forces du mouvement social, qui elles-mêmes, minées par les
97 effets d'un niveau persistant de chômage élevé, par le
98 développement de la précarité à tous les étages, par la
99 désagrégation de la cohésion sociale et la montée des
100 individualismes, peinent à y faire face d'autant que
101 l'hégémonisme culturel et médiatique qui porte le courant
102 néolibéral dominant, agit comme un rouleau compresseur contre
103 les forces sociales.

104 Notre union syndicale CGT groupe Caisse des dépôts n'échappe pas
105 à ce cadre général, qu'il concerne les activités et missions du
106 groupe ou ses travailleurs et travailleuses, leurs conditions de
107 travail et de rémunération ... mais à notre modeste niveau, nous
108 pouvons, au-delà de l'adhésion aux valeurs de la CGT et de notre
109 implication dans ses combats interprofessionnels, aussi **agir et**
110 **lutter concrètement pour ouvrir des perspectives de**
111 **transformation sociale vers une société plus juste et**
112 **égalitaire.**

113

114 Résolutions :

- 115 - L'USCD CGT continuera de dénoncer et d'informer les
116 salariés des prises de participations directes ou
117 indirectes de la Caisse des dépôts et/ou de ses « filiales »
118 (La poste/Banque Postale/CNP ; CDC Habitat, ICADE,
119 TRANSDEV, EGIS, BPIFRANCE, SFIL...) au capital
120 d'entreprises ou des contrats commerciaux ou de partenariat
121 ne respectant pas les droits sociaux et environnementaux
122 fondamentaux ainsi que les principes de la souveraineté
123 numérique.
- 124 - Ses élu.e.s et mandaté.e.s dans les instances sociales ou
125 les conseils d'administration continueront de dénoncer la
126 prise de participation dans des projets ou des chantiers
127 financés par le groupe et employant des travailleurs
128 détachés ou se livrant à du dumping social en interne ou
129 par le biais de contrats de sous-traitance en cascade, ou
130 à la mise en concurrence internationale ou nationale entre
131 travailleurs notamment dans les services publics marchands
132 (santé, transport, logement social ...).

- 133 - L'USCD CGT, ses élu-e-s et mandaté-e-s, ses militants,
134 veilleront par la coordination de leur action et de leur
135 expression, au respect par le groupe et ses entités, des
136 normes sociales et environnementales (contrats de travail,
137 égalité femme-homme, non-discrimination, préservation de la
138 biodiversité et lutte contre le réchauffement climatique,) et
139 lutteront contre toutes les pratiques de précarisation
140 des droits des travailleurs dans le groupe.
- 141 - L'USCD continuera de s'impliquer aux côtés des syndicats et
142 associations dans la lutte solidaire pour le respect des
143 droits des travailleurs immigrés et de leurs familles
144 (logements, santé, éducation ...) que leur situation soit
145 régulière ou non, quelle que soit la forme de leur lien
146 avec l'entreprise ou le chantier y compris dans le cas très
147 fréquent de contrats de sous-traitance en cascade.
- 148 - Dans le cadre des revendications globales défendues par la
149 CGT, et en lien avec tous les autres syndicats et
150 associations du mouvement social (DAL, ATTAC, CNL...) y
151 adhérent, l'USCD CGT continuera de promouvoir dans le
152 groupe les logiques de pôle public et de service public et
153 continuera de s'investir dans la construction et le soutien
154 aux projets de développement d'utilité publique et sociale.
- 155 - Sur les différents champs professionnels concernés par les
156 diverses activités mises en œuvre au sein du groupe
157 (Finances, commerce, Poste, Banque-assurances, société
158 d'étude et ingénierie, transport public, services publics,
159 logement et construction, santé, organismes sociaux,
160 spectacle ...), l'USCD continuera d'œuvrer pour la mise en
161 place de contacts internationaux avec les différentes
162 fédérations de la CGT ainsi qu'avec les représentants
163 syndicaux des filiales implantées hors de France.

164
165
166
167 **I. Face au processus de financiarisation et aux**
168 **menaces de privatisation et de démantèlement,**
169 **continuons de défendre le groupe Public Caisse**
170 **des dépôts et ses missions d'intérêt général.**
171

172 Si l'Etablissement public Caisse des dépôts constitue avec ses
173 filiales un groupe capitalistique depuis les années 1950, il n'a
174 été reconnu par la loi, et encore partiellement, comme un groupe
175 public d'intérêt général qu'en 2001 dans le cadre de la loi sur
176 les nouvelles régulations économiques (loi NRE) qui a aussi posé
177 les bases d'une instance sociale commune (CMIC) et de délégués
178 syndicaux de groupe (DSG). C'est en 2002 puis en 2005, dans le

179 cadre de son congrès de La TURBALE, que la CGT s'est organisée
180 dans le cadre de ce périmètre en Union syndicale CGT du groupe
181 Caisse des dépôts pour prendre en compte cette réalité économique
182 et sociale, suivant l'objectif d'organiser la coordination et la
183 représentation transversale de la CGT face à un même actionnaire
184 public, unique ou majoritaire.

185 Lors de notre dernier congrès de LYON tenu en mai 2017, soit
186 après les présidentielles où Macron venait d'être élu, mais avant
187 les élections législatives, nous écrivions dans le document
188 d'orientation, suite au rappel de l'historique de la
189 constitution du groupe Caisse des dépôts : « ce rapide
190 historique illustre l'évolution contrastée de la configuration
191 de notre groupe marquée par des mouvements alternatifs de
192 privatisation/banalisation et de socialisation/nationalisation.
193 C'est l'occasion de revenir sur le caractère hybride de la Caisse
194 des dépôts : à la fois institution économique et financière
195 publique mais aussi « investisseur avisé » soucieux du respect
196 du dogme libéral de « la concurrence libre et non faussée ; à la
197 fois Etablissement Public et administration financière
198 indépendante du pouvoir exécutif et en même temps, en proie aux
199 interventions intempestives de l'exécutif ».

200 Nous y réaffirmions que la CGT forte de sa longue histoire, et
201 de l'expérience de combats récurrents contre des tentatives de
202 privatisation (CNP, CLF, IXIS...) ou de démantèlement (BALLADUR
203 93), « défendait l'idée et la conception d'un modèle public
204 Caisse des dépôts dont la solidité et l'utilité repose d'une
205 part sur son statut public et son autonomie vis-à-vis du pouvoir
206 exécutif et d'autres part sur l'exercice de missions d'intérêt
207 général capital (protection de l'épargne populaire, orientation
208 de cette épargne vers le financement de long terme
209 d'investissements d'intérêt général (logements sociaux,
210 infrastructures ...) , la mise en œuvre du droit au logement pour
211 tous, le soutien à la cohésion sociale et territoriale, ,
212 l'accompagnement des transitions écologiques, énergétiques, le
213 soutien à l'emploi industriel et à l'économie sociale et
214 solidaire...)...**Nous avons depuis longtemps la conviction à la CGT
215 que la défense de notre statut public et de nos emplois dans nos
216 différents secteurs dépend de la démonstration permanente de
217 notre utilité publique et sociale bien plus que de la recherche
218 de telle ou telle performance dans le champ marchand
219 concurrentiel ».**

220 Si nous n'avons rien à modifier à cette orientation, on ne peut
221 que constater que les orientations politiques ouvertement
222 néolibérales portées par le Président de la république et sa
223 majorité parlementaire élus en 2017, ont fortement impacté tant
224 les principes de gouvernance, que le statut public, que les

225 missions et activité que le modèle économique de notre groupe,
226 Etablissement public par la voie de réformes réactionnaires :

- 227 - La loi PACTE
- 228 - La création de la Banque des territoires
- 229 - Les derniers PLF et PLFSS ; la loi ELAN... la loi de
- 230 transformation de la fonction publique, le projet de
- 231 réforme des retraites...

232 Toutes ces évolutions ou réformes voulues par l'Elysée et mises
233 en œuvre par Bercy, ont eu pour effets conjugués de banaliser et
234 financiariser notre institution, de « marchandiser » ses
235 missions, de fragiliser son statut public et son autonomie vis-
236 à-vis de l'exécutif et de précariser ses emplois.

237 Dans le même temps, ces évolutions ont eu pour conséquences de
238 concentrer et intégrer de plus en plus le groupe Caisse des
239 dépôts en mettant chacune des composantes du groupe sous la
240 férule directe du directeur général ou son adjoint et de la
241 direction des participations stratégiques de la CDC
242 (Etablissement Public), comme le démontre très récemment la
243 décision prise de privatiser le groupe EGIS.

244 **Votée en mai 2019, la loi PACTE a :**

- 245 - **Modifié les règles de gouvernance** et de direction de la
246 Caisse des dépôts et du groupe dans le sens d'une
247 banalisation, voire d'une privatisation de son
248 fonctionnement. Ainsi, le directeur général peut désormais
249 nommer des directeurs délégués (comme dans une Société
250 anonyme) et une de ses premières décisions fut d'intégrer
251 le DG de BPI France (filiale bancaire à 50 % de la CDC) au
252 comité directeur de la CDC.
- 253 - **Renforcé le contrôle du pouvoir exécutif** (ministre de
254 l'économie et des finances) qui peut nommer plus de
255 représentants à la commission de surveillance et qui doit
256 donner son aval au budget et fixe le montant du reversement
257 annuel au budget de l'Etat.
- 258 - **Permis enfin l'élection de représentants des salariés à la**
259 **commission de surveillance (CS) mais dans un cadre très**
260 **restreint et très injuste** (seulement 2 représentants (un
261 homme, une femme) sur 15 membres de la CS pour un groupe de
262 300 000 salariés si l'on inclut La Poste). Le périmètre de
263 désignation de ces représentants étant volontairement
264 tronqué (exclusion de La Poste, des $\frac{3}{4}$ de TRANSDEV et de la
265 Compagnie des Alpes) ... C'est pourquoi l'USCD CGT a contesté
266 ce dispositif dans le cadre du débat parlementaire et
267 conteste devant le Conseil d'Etat le décret d'application
268 de la loi PACTE (procédure en cours).

- 269 - **A banalisé notre groupe public en soumettant l'ensemble de**
270 **ses activités et composantes au contrôle de l'autorité de**
271 **contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)**, le soumettant
272 de fait aux mêmes règles de supervisions que celles
273 s'appliquant aux banques privées commerciales.
- 274 - **Modifié en profondeur le périmètre du groupe Caisse des**
275 **dépôts en permettant la prise de contrôle de 60% du capital**
276 **du groupe La Poste** (et de ses 200 000 salarié-e-s) en
277 échange d'un transfert total à la Banque Postale du contrôle
278 de la CNP, filiale historique de la CDC. Notons aussi que
279 dans le même mouvement, la CDC a « discrètement » intégré
280 la SFIL (« héritière » de CLF-DEXIA que la CDC avait
281 filialisée et privatisée, il y a 30 ans !). Le tout faisant
282 passer fictivement la taille du bilan du groupe au-delà de
283 1000 milliards d'euros et permettant à l'exécutif de
284 présenter abusivement cet ensemble comme un pôle financier
285 public !

286 La banque des territoires, créée également en 2019, a, au
287 prétexte d'offrir aux collectivités locales et EPL une meilleure
288 « lisibilité » de l'offre de service du groupe Caisse des dépôts,
289 rassemblé structurellement dans une même direction de la CDC, la
290 direction des Investissement, celle du réseau, celle du
291 « bancaire », le département des prêts antérieurement attaché au
292 fonds d'épargne mais aussi des entités filialisées comme la SCET
293 ou CDC Habitat.

294 En réalité, cette réorganisation préfigure, de fait, un
295 démantèlement possible de la CDC et du groupe et « financiarise »
296 et banalise la plupart des activités regroupées y compris celles
297 touchant le logement social et les prêts sur fonds d'épargne et
298 les place dans une logique globalement marchande et
299 concurrentielle.

300 PLF, PLFSS, loi de transformation de la fonction publique, Loi
301 Elan ... de nombreuses réformes d'inspiration néolibérale engagées
302 par Macron ont eu un impact sur les activités et les missions de
303 notre groupe.

304 Sans être exhaustifs, citons 4 exemples :

305 **La baisse des APL** qui a affecté à la fois les ressources des
306 ménages de locataires du parc privé et, via la mise en place du
307 RLS, diminué considérablement les capacités de financement des
308 Organismes HLM dont CDC Habitat social. **La loi ELAN** en portant
309 l'obligation de regroupement des OLS de moins de 12000 logements
310 a également conduit le secteur du logement social à se
311 restructurer et inévitablement, par le jeu des mutualisations,
312 à diminuer le nombre d'emplois, à les précariser (comme à CDC
313 Habitat) ou à augmenter la productivité. Force est de constater

314 après 2 ans, que ces réformes n'ont pas permis la relance de la
315 construction de logements sociaux (au contraire, elle n'a jamais
316 été aussi basse depuis 50 ans), ni de diminuer le nombre de mal-
317 logés, ni encore moins d'enrayer la hausse des prix de
318 l'immobilier à l'achat comme à la location. Ces effets concernant
319 à la fois ICADE et CDC Habitat, la direction de la banque des
320 territoires ainsi que la direction des fonds d'épargne et le
321 département de la gestion d'actifs immobiliers de la CDC

322 **La réforme des retraites** : si le projet de loi de réforme des
323 retraites et la perspective de mise en place d'un régime
324 universel à points est actuellement bloqué au Parlement, il n'en
325 demeure pas moins que la CDC, au travers des régimes de retraites
326 et des fonds de protection sociale et de prévoyance qu'elle gère,
327 avance techniquement (informatique, mutualisation des gestions,
328 développement de plateformes...) dans cette perspective de
329 fusion : citons l'exemple du projet de regroupement entre le SRE
330 et la CNRACL, la mutualisation des fonctions de recouvrement et
331 de transfert à l'ACCOSS, la mise en place de plates-formes
332 mutualisées employeurs, clients ...

333 **La loi de transformation de la Fonction publique** votée également
334 en août 2019 a, par la voie d'un amendement spécial, autorisé la
335 Caisse des dépôts à négocier des accords de rupture
336 conventionnelle collective ouverts aux fonctionnaires de l'Etat
337 qu'elle emploie. Cette réforme ouvre la voie à une mise en cause
338 fondamentale du statut de la fonction publique à la Caisse des
339 dépôts (et par voie de conséquence à son statut même
340 d'Etablissement public) mais plus largement, elle crée un
341 dangereux précédent qui ouvre une brèche dans le statut général
342 de la fonction publique. C'est pourquoi l'USCD CGT avec le
343 syndicat CGT de l'EP a engagé une procédure de contestation
344 contentieuse contre cet accord (en cours d'examen en cour de
345 cassation).

346 **Quant à l'épargne populaire** :

347 Le gouvernement continue de s'attaquer à cette forme d'épargne
348 des ménages en gelant son taux de rémunération à 0,5 depuis près
349 de 2 ans soit en dessous du taux d'inflation depuis 4 ans alors
350 ce taux pourrait bientôt dépasser les 3 %. De fait, ceci
351 constitue une spoliation considérable des épargnants populaires.

352 Parallèlement, le gouvernement doit autoriser de nouvelles
353 formes attractives de prêts réglementés sur fonds d'épargne
354 permettant de relancer la construction et la réhabilitation de
355 logements sociaux et de financer sur le long terme des
356 investissements d'intérêt général liés à la transition
357 écologique et énergétique.

358

359

360 **Résolutions** :

- 361 • Dans la perspective du débat ouvert par les prochaines
362 échéances électorales (Présidentielle et législatives),
363 **l'USCD CGT , en coordination avec l'échelon confédéral et**
364 **les fédérations, et syndicats CGT concernés, tirera le**
365 **bilan objectif des décisions prises par l'exécutif**
366 **concernant la CDC et dénoncera publiquement les effets**
367 **délétères de ces réformes ; elle portera des propositions**
368 **concrètes alternatives de défense de notre statut public et**
369 **de nos missions** : protection de l'épargne populaire,
370 financement du logement social et d'investissement
371 d'intérêt général, défense des régimes publics de retraite,
372 développement de l'offre d'ingénierie et d'investissement
373 du groupe dans les champs de la cohésion sociale et
374 territoriale, de la politique industrielle et du
375 développement de l'emploi, de la transition écologique et
376 énergétique et de la préservation de la biodiversité, du
377 développement du tourisme social..
378 • Avec la CGT, la fédération des finances, la FAPT et la
379 Fédération Banque-Assurance, **l'USCD CGT continue de**
380 **revendiquer la mise en place d'un vrai pôle financier public**
381 **dont le groupe Caisse des dépôts serait l'un des piliers.**
382 • En concertation avec les fédérations concernées (Finances,
383 FAPT Energie, Transports, banques-assurances, cheminots,
384 santé...), **l'USCD CGT œuvrera pour la revendication portée**
385 **par la CGT de constitution des Pôle publics (santé, énergie,**
386 **transports, logement...).**
387 • **L'USCD CGT continuera de défendre la mission fondamentale**
388 **de protection de l'épargne populaire et revendique**
389 **l'augmentation de sa rémunération au-dessus de l'inflation,**
390 **la centralisation intégrale des fonds à la Caisse des dépôts**
391 **et son orientation exclusive vers le financement du**
392 **logement social et d'investissements d'intérêt général.**
393 • **Nous continuerons de nous opposer à toute perspective de**
394 **constitution d'un régime universel de retraite à points et**
395 **à toute réforme technique, administrative ou informatique**
396 **y conduisant, en impulsant des actions concrètes**
397 **d'information, de communication et de luttes.**
398 • **L'USCD CGT combat et combattra tout projet de cession-**
399 **privatisation concernant des entités du groupe Caisse des**
400 **dépôts notamment d'EGIS.**
401 • **L'USCD CGT continuera de lutter pour une réforme juste et**
402 **démocratique de la gouvernance de la Caisse des dépôts et**

403 porte la revendication d'un triplement du nombre de
404 représentant-e-s des salarié-e-s siégeant à la Commission
405 de surveillance dans le cadre d'une élection directe
406 ouverte à tous les salarié-e-s du groupe (et non le seul
407 périmètre restreint et contestable du CMIC).

- 408 • L'USCD combattra toute évolution tendant à substituer la
409 mise en place de plateformes ou outils numériques excluant
410 tout contact humain aux services publics de proximité.

411

412

413

414

415

416

417

418

419

420

421

422

423

424

425

426

427



428 **II. Faire du groupe un bassin d'emplois**
429 **solidaires, socialement utiles aux compétences**
430 **reconnues et valorisées, revendiquer**
431 **transversalement des progrès sociaux pour**
432 **toutes et tous**

433

434 Avec les effets du projet Mandarin et de la loi PACTE, le groupe
435 capitaliste Caisse des dépôts (la Caisse des dépôts + toutes
436 ses participations financières majoritaires) emploie plus de

437 350 000 travailleurs dans le monde, dont plus de 200 000 en
438 France.

439 Pourtant le périmètre du groupe (dit CMIC) d'application des
440 accords sociaux de groupe, n'intéresse que 27 000 salariés et
441 exclut donc plus de 170 000 salariés ; si la loi PACTE exclut
442 explicitement de ce périmètre les salariés du groupe La POSTE
443 (dont ceux de la CNP qui ont été absorbés par la Banque Postale),
444 il n'en est pas de même des dizaines de milliers de travailleurs
445 de TRANSDEV ou de la Compagnie des alpes qui ne sont pas intégrés
446 au périmètre du seul fait de la volonté unilatérale de la
447 Direction du groupe. Cette décision inique que nous contestons
448 politiquement et devant les tribunaux depuis des années
449 (procédure en cours devant le conseil d'Etat) a malheureusement
450 des effets directs sur la mesure de la représentativité
451 électorale de la CGT sur le périmètre du CMIC en nous plaçant en
452 troisième position derrière l'UNSA et la CFDT (première place
453 dans les collèges employés), alors qu'une inclusion de la
454 totalité des salariés de TRANSDEV par exemple nous placerait
455 largement en tête.

456 **L'USCD CGT continue donc de revendiquer l'intégration de la**
457 **totalité des travailleurs employés directement ou indirectement**
458 **par les entités du Groupe Caisse des dépôts conformément au droit**
459 **du travail et au droit constitutionnel de participation des**
460 **travailleurs garanti par le préambule de la constitution de 1946.**

461 **Cette revendication est d'autant plus fondée et légitime que le**
462 **pilotage du groupe est de plus en plus intégré au cœur même de**
463 **direction de la Caisse des dépôts (voir le projet Vision groupe)**
464 **et que les décisions stratégiques les plus déterminantes pour**
465 **les emplois dans l'Etablissement public comme dans les filiales**
466 **sont prises par la Direction Générale et sa direction des**
467 **participations stratégiques.**

468 **Quelles revendications transversales ?**

469 L'union des syndicats CGT du Groupe Caisse des dépôts n'a
470 évidemment pas vocation à se substituer à ses composantes
471 (syndicats ou sections) dans l'élaboration des revendications
472 spécifiques à chaque entité ou parfois à chaque statut d'emploi
473 ou convention collective ; elle doit toutefois veiller,
474 conformément aux statuts de la confédération, à ce que les
475 revendications résultent bien d'une élaboration collective
476 impliquant au maximum les syndiqués concernés.

477 **Là où la CGT est faiblement représentée voire pas représentée du**



478 tout, l'USCD CGT doit appuyer et soutenir l'animation
479 revendicative ; elle doit veiller à une bonne circulation de
480 l'information relative aux revendications défendues
481 spécifiquement dans chaque entité et le cas échéant, assurer la
482 coordination et la mise en cohérence des revendications pour
483 éviter tout risque d'oppositions entre les intérêts des
484 **travailleurs** : comme cela peut être le cas par exemple sur le
485 plan de la restauration d'entreprise, de la protection sociale,
486 de l'informatique ...quand il ne s'agit pas parfois de concurrence
487 directe sur un même appel d'offre entre des filiales concurrentes
488 (ex : SCET VS EGIS, CDC HABITAT... ; BPI France VS Banque des
489 territoires/CDC/SFIL...).

490 Parce que notre groupe concerne plusieurs champs professionnels,
491 plusieurs statuts et de nombreuses conventions collectives
492 différentes, l'USCD CGT peut avoir aussi le cas échéant un rôle
493 d'information et d'intermédiation vis-à-vis des fédérations ou
494 des autres organisations de la CGT concernées.

495 **L'USCD revendique aussi la mise en place de droits nouveaux**
496 **porteurs de progrès sociaux pour toutes et tous à l'échelle du**
497 **groupe, autour de 4 axes :**

498

499 **A. Lutter contre les inégalités salariales et les**
500 **discriminations :**

501 Les réorganisations récentes issues des réformes PACTE, Banque
502 des territoires... : réforme de la gouvernance de la CDC, création
503 de la BDT et de la DPS, réorganisation de CDC Habitat, de BPI
504 FRANCE et d'I-CDC, restructuration d'EGIS, de l'AGR, évolution
505 de la CNP ont eu notamment pour effet partout de creuser les
506 inégalités salariales et d'accélérer la précarisation des
507 métiers dits d'exécution (gardiens d'immeubles, agents de
508 gestion à la CDC...).

509 De fait, de plus en plus, on constate un écart de reconnaissance
510 y compris salarial entre certains postes jugés comme prestigieux
511 (métier de la conformité et du contrôle des risques, de l'analyse
512 financière et de la gestion d'actifs, du marketing de la
513 communication institutionnelle ou de métiers en tensions
514 notamment dans le secteur informatique et digital VS les agents
515 des centres de contact, agents de gestion, gardiens
516 d'immeubles... ;). Les premiers voient leur rémunération y
517 compris à l'embauche valorisée quand les autres au contraire
518 voient leurs salaires stagner et la pression à la productivité
519 peser davantage.

520 Alors que la période de la crise sanitaire a mis en évidence
521 l'utilité des métiers dits de « premier de corvée » y compris au
522 sein du groupe, ceux-ci continuent d'être sous valorisés et
523 injustement rétribués. Ce phénomène est d'autant plus grave
524 qu'il vient accroître les effets de précarisation des contrats
525 de travail et d'inégalités homme-femme ou de discrimination vis-
526 à-vis des salariés issus de l'immigration et des travailleurs
527 handicapés. Ainsi il est manifeste que le recours aux formes de
528 contrat de travail précaires (CDD, CDP, intérim...) concerne très
529 majoritairement les femmes et les salariés issus de
530 l'immigration.

531 **L'USCD revendique la négociation d'un accord-cadre de groupe de**
532 **lutte contre les inégalités salariales et le développement et**
533 **contre la précarisation de l'emploi.**

534

535 **B. Pour une juste redistribution des résultats consolidés du**
536 **groupe au bénéfice de toutes et tous les salariés :**

537 Cette revendication pour être ancienne et partagée avec d'autres
538 syndicats du groupe n'en est pas moins toujours d'actualité.
539 Chaque salarié-e ou fonctionnaire du groupe Caisse des dépôts
540 doit pouvoir, au-delà des systèmes d'intéressement et de

541 participation dont il bénéficie dans les l'Etablissement Public
542 CDC comme dans certaines filiales, pouvoir recueillir aussi les
543 fruits de sa contribution à la mise en œuvre des résultats du
544 groupe (qu'ils soient financiers ou liés à l'atteinte
545 d'objectifs d'intérêt général (ODD ; lutte contre le mal
546 logement ...). Cette « redistribution » peut aussi prendre la
547 forme d'un accroissement de la contribution financière de
548 l'employeur ou de « l'actionnaire » Caisse des dépôts à l'effort
549 de prévoyance collective (dont les niveaux sont très inégaux
550 dans le groupe ; c'est d'ailleurs pourquoi l'USCD continue de
551 revendiquer la mise en place d'une véritable mutuelle de groupe),
552 de l'effort de soutien au logement des salariés ou encore de la
553 contribution aux structures « inter-entreprises » gérant les
554 œuvres sociales et de loisirs (type COSOG).

555

556 **C. Pour un accord collectif groupe garantissant et sécurisant**
557 **les mobilités individuelles et collectives au sein du**
558 **groupe, et valorisant les emplois par le développement de**
559 **la formation professionnelle transversale au groupe :**

560 Le groupe CDC représente une diversité impressionnante de
561 statuts d'emplois, de métiers et de qualifications.

562 Même si nous les combattons, on ne peut exclure que certaines de
563 ces activités ou même des entités qui les portent soient
564 confrontées à des échéances de restructuration ou de
565 redéploiement.

566 **L'USCD CGT revendique**, par rapport à ce risque, mais aussi plus
567 généralement par rapport à la revendication d'une plus grande
568 autonomie et sécurisation des travailleurs dans la construction
569 et la valorisation de leurs parcours professionnels, **la**
570 **définition d'un accord de groupe d'appui et de sécurisation de**
571 **la mobilité incluant notamment la possibilité pour le salarié ou**
572 **le fonctionnaire de garder son statut d'emploi et son niveau de**
573 **rémunération à l'occasion de chaque mobilité individuelle ou**
574 **collective au sein du groupe.**

575 **L'USCD CGT revendique également la mise en place d'un centre de**
576 **ressources « emplois-formation » spécifique au groupe Caisse des**
577 **dépôts** et qui permette d'accompagner et soutenir dans la durée,
578 les agents du groupe, dans leur projet professionnel et leur
579 mobilité en assurant les évolutions de compétence et de
580 qualification nécessaire.

581

582 D. Homogénéiser et sécuriser les nouvelles formes
583 d'organisation du travail (télétravail, travail distant,
584 tiers lieux ...) dans le cadre d'un accord cadre de groupe :

585 La période de crise sanitaire à laquelle nous sommes confrontés
586 depuis presque 2 ans a généré le développement de nouvelles
587 pratiques d'organisation du travail et développé voire parfois
588 systématisé le recours par l'employeur aux modalités de travail
589 distant.

590 Si indéniablement, cette évolution a souvent rencontré une
591 aspiration des travailleurs et travailleuses à pouvoir continuer
592 d'exercer leur activité en évitant déplacements physiques et
593 transports, elle n'en a pas moins généré de nombreux effets
594 délétères sur la santé et les conditions de travail et de vie
595 des salariés : TMS, RPS, désorganisation de l'articulation vie
596 professionnelle-vie familiale, droit à la déconnexion non
597 assuré, pression à la productivité, rupture de la vie sociale et
598 distanciation du cadre collectif, développement des violences
599 intrafamiliales, COVID long ...

600 Face à ces effets, les employeurs du groupe ont développé des
601 pratiques de négociation ou de concertation très hétérogènes et
602 généralement assez régressives d'un point de vue social. Cela
603 est vrai pour les dispositifs de télétravail comme pour ceux
604 prévoyant l'accès à des tiers lieux, au coworking ou à des formes
605 de travail « nomade ou distant ».

606 **L'USCD revendique à l'échelle du groupe la négociation d'un**
607 **accord cadre de méthode sur ces différentes dimensions qui**
608 **permettent de garantir à chaque travailleur quel que soit son**
609 **affectation, le respect d'un certain nombre de droits**
610 **(déconnexion, prévention des TMS, RPS, droit à la formation,**
611 **continuité des droits syndicaux et du droit à l'information...**
612 **accès à des tiers lieux mutualisés entre entités du groupe ou**
613 **services publics ; prise en charge des frais et indemnisation**
614 **...).**

615

616 **III. Fonctionnement de l'USCD CGT et vie**
617 **syndicale**

618

619 **Principe de création et objectifs de l'USCD CDC :**

620 Créée sous cette forme, il y a maintenant plus de 15 ans, l'USCD
621 CGT est juridiquement une union de syndicats affiliée à la CGT
622 via la fédération CGT des Finances pour des raisons historiques
623 alors que de nombreuses composantes adhérentes à l'union

624 relèvent d'autres champs professionnels et donc d'autres
625 fédérations de la CGT : FILIMMO, EGIS, ICADE ...



626

627

628 Parallèlement, a été créé en 2006, le syndicat national de
629 l'Etablissement public CDC, par le regroupement des syndicats de
630 sites d'Angers, d'Arcueil, de Paris et de Bordeaux, préexistants
631 et qui se sont donc transformés en sections du syndicat national.
632 L'ensemble de ces évolutions s'est déroulé dans le respect d'un
633 protocole confédéral initié par la fédération des Finances pour
634 organiser et coordonner la représentation de la CGT au sein du
635 groupe Caisse des dépôts ainsi que dans l'Etablissement public
636 CDC. Ce protocole n'a pas changé depuis 2006 et a conditionné la
637 rédaction de nos statuts d'union syndicale CGT ainsi que ceux du
638 syndicat national de l'Etablissement Public.

639 Les objectifs principaux qui ont présidé à la création de l'Union
640 des syndicats CGT du groupe demeurent aujourd'hui les mêmes :

- 641 - **Coordonner, impulser la construction et le développement du**
- 642 **syndicalisme interprofessionnel CGT au sein du groupe**
- 643 **Caisse des dépôts (CDC et entités).**
- 644 - **Construire la réflexion et l'action revendicative de la CGT**
- 645 **transversale au groupe public en contribuant à la défense**

646 et au développement de son statut et de son utilité publique
647 et sociale.

- 648 - Assurer la représentation de la CGT sur le groupe et dans
649 les instances sociales et porter la parole de la CGT tant
650 vis-à-vis des structures de direction, que des salariés du
651 groupe, que des instances fédérales et confédérales de la
652 CGT, que des institutions et forces sociales extérieures
653 (parlement, ministères, partenaires associatifs ...).
- 654 - Développer la représentativité et la force revendicative de
655 la CGT au sein du groupe Caisse des dépôts par l'impulsion
656 et le soutien à la syndicalisation de tous les salariés du
657 groupe et par le renforcement de sa représentativité
658 électorale transversale.

659

660 Il faut surmonter la crise interne que nous traversons par le
661 débat avec tous les syndiqués en conformité avec les statuts et
662 les règles de vie de la confédération CGT :

663 Alors que ce 11ème congrès devait être dédié à la transition et
664 au renouvellement de nos instances de direction, une grave crise
665 créée par la volonté unilatérale de la majorité de la commission
666 exécutive du syndicat CGT de l'Etablissement Public de quitter
667 l'USCD CGT (contrairement à nos statuts et aux règles de vie
668 démocratiques de la CGT), a empêché le fonctionnement régulier
669 et normal de notre union syndicale, qu'il s'agisse de ses
670 instances de direction (Secrétariat, commission exécutive...), de
671 ses missions et attributions et compétences de représentation de
672 la CGT et plus gravement encore de la préparation de ce congrès,
673 puisque les adhérents de la CGT EP n'ont pas été destinataires
674 de l'information liée à ce congrès du fait de l'obstruction
675 pratiquée par le syndicat CGT de l'EP.

676 Cette situation n'est pas acceptable et ne peut nous permettre
677 en l'état, de nous doter d'orientations partagées tant en termes
678 d'organisation de la vie syndicale, que de renouvellement de nos
679 instances de direction. D'autant que dans le cadre des
680 développements graves de ce conflit, la fédération
681 professionnelle a saisi la commission nationale d'affiliation
682 confédérale de la CGT et que celle-ci ne rendra pas son avis
683 avant la fin de cette année.

684

685

686

687

688 C'est pourquoi, nous proposons :

- 689 - De consacrer cette partie du débat d'orientations à
690 l'échange et à la réflexion entre délégués aux congrès afin
691 de nous doter d'une expression commune et démocratique sur
692 le sujet de l'évolution de notre organisation et de notre
693 fonctionnement et d'ouvrir la perspective d'un congrès
694 extraordinaire, permettant de décider d'orientations
695 nouvelles cohérentes avec les arbitrages qui seront rendus,
696 d'ici la fin 2022.
- 697 - De redonner la parole à toutes et tous les syndiqué-e-s de
698 la CGT dans le respect de leurs droits garantis par les
699 statuts confédéraux.
- 700
- 701 - D'élire dans le cadre de ce congrès une commission exécutive
702 et un secrétariat transitoire jusqu'à ce prochain congrès.

**ENSEMBLE,
CONSTRUISONS LA FORCE DE LA CGT
SUR LE GROUPE CAISSE DES DEPOTS !**

Version amendée et définitive du document d'orientation votée à l'unanimité des congressistes le 26 novembre 2021.

703